

ON S'ABONNE

A PARIS,

rue de Seine, 16.

Un an. Six m. Trois m.  
Paris. . . . 48 fr. 9 fr. 5 fr.  
Départements. 50 15 8

Les abonnements datent des  
1<sup>er</sup> et 16 de chaque mois.

LA

# TRIBUNE NATIONALE

COURRIER DU MATIN.

INSERTIONS.

75 centimes la ligne.

Toutes les lettres non affran-  
chées sont expressément refu-  
sées.

## PARIS, 15 MAI.

A midi, plus de cent mille citoyens se trouvaient échelonnés en colonnes sur les boulevards, depuis la Porte-Saint-Antoine jusqu'à la Madeleine; en tête de chaque colonne, flottaient les bannières des divers départements, ainsi que celles des ateliers nationaux. Un ordre parfait régnait parmi cette masse imposante. Les cris de : Vive la République démocratique ! et vive la Pologne ! s'élevaient de temps à autre, avec enthousiasme.

On remarquait un certain nombre d'officiers des diverses légions, ainsi que des artilleurs de la garde nationale. On était invité à se découvrir en passant devant les arbres de la liberté.

Arrivé au pont de la Concorde, où se trouvaient des détachements de gardes nationaux et de garde mobile, la colonne s'arrête; on entend alors s'élever de divers groupes, le cri de : A bas les baïonnettes ! ce qui est fait sans le commandement des officiers. La garde mobile ouvre ses rangs et la garde nationale se retire.

On dit qu'en ce moment un coup de feu est parti des rangs de la garde mobile, dont cependant les fusils n'étaient point chargés. Bientôt, de faibles détachements de la garde nationale placés aux issues du palais de l'Assemblée, cédant à la pression extérieure, la foule envahit l'enceinte du corps législatif, ainsi que les tribunes, du haut desquelles on voit flotter une multitude de drapeaux portant des inscriptions diverses, telles que *Club de la Montagne*, *Blessés de Saint-Méry au 5 juin*, *Club révolutionnaire*.

Nous renonçons à décrire le spectacle qu'a présenté alors l'enceinte législative; nous renvoyons nos lecteurs au compte rendu de la séance pour les détails de cette scène dramatique et terrible.

Les citoyens Louis Blanc, Barbès, Raspail, Blanqui et Ledru-Rollin, ont pris tour à tour la parole; le citoyen Raspail a lu la pétition polonaise; le citoyen Blanqui l'a appuyée, en y ajoutant l'expression de la volonté populaire sur l'organisation du travail, et en demandant l'élargissement immédiat des prisonniers arrêtés par suite ou à l'occasion des événements de Rouen. Pendant ces délibérations orageuses, le palais de l'Assemblée nationale était assiégé par une foule compacte et innombrable à travers laquelle nous avons eu peine à nous faire jour. A quatre heures, la 5<sup>e</sup> et la 12<sup>e</sup> légions, tambours en tête, marchent vers le palais de l'Assemblée nationale.

A l'Hôtel-de-Ville, on distribuait parmi la foule, qui grossit de plus en plus, des listes écrites à la main, contenant les noms des membres d'un nouveau gouvernement provisoire; voici ces noms que proclamait un homme monté sur la grille de l'Hôtel-de-Ville: Sobrier, Hubert, Raspail, Pierre Leroux, Cabet, Blanqui, Louis Blanc, Flocon, Albert, Barbès.

On parlait déjà de l'arrestation, à l'Hôtel-de-Ville, de Barbès, Sobrier, Raspail, Blanqui et Cabet, qui avaient, disait-on, frappé sur la ville de Paris une contribution d'un milliard devant être exclusivement prélevée sur les riches.

Le général Courtais est arrêté; la première légion a promené son épée au bout d'un fusil.

A cinq heures, les quais, la place de l'Hôtel-de-Ville sont encombrés de troupes et de gardes nationaux de Paris et de la banlieue. Les citoyens Lamartine et Ledru-Rollin, se rendant à l'hôtel de ville, accompagnés d'un grand nombre de représentants, sont salués d'unanimes acclamations.

Six heures du soir. — Les légions de la garde nationale, dont quelques bataillons seulement avaient été convoqués dès le matin, sont maintenant sous les armes.

Les représentants sont rentrés en séance.

Plusieurs arrestations ont été faites: le général Courtais a été remplacé.

M. le général Baraguay-d'Illiers a été nommé commandant de la garde nationale, et le général Négrier commandant de la division militaire.

Sept heures du soir. — Le général commandant la division se porte à l'Hôtel-de-Ville, accompagné d'un régiment de dragons, de deux batteries d'artillerie, et de plusieurs régiments de troupes de ligne.

Ces troupes sont accueillies sur leur passage par les cris unanimes de : Vive l'Assemblée nationale !

Huit heures. — L'Hôtel-de-Ville est maintenant occupé par la garde nationale et la troupe de ligne.

Il paraît certain qu'au moment où la force publique est entrée à l'Hôtel-de-Ville plusieurs chefs du mouvement ont été surpris dans une salle où ils délibéraient, et arrêtés par la garde nationale.

Dix heures. — La séance de l'Assemblée nationale continue. De nombreuses patrouilles circulent dans les différents quartiers de la capitale. Tout maintenant est calme et tranquille.

La proclamation suivante vient d'être affichée dans tout Paris :

### MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

Paris, 15 Mai 1848.

Citoyens,

Une multitude égarée par quelques factieux vient de violer la Représentation nationale.

Cette tentative insensée a échoué devant les manifestations unanimes de la population parisienne.

Le gouvernement de la République fera son devoir; il saura déployer l'énergie qui doit assurer l'ordre sans que la moindre atteinte soit portée au principe de la liberté.

Le ministre de l'intérieur,

RECURT.

### ASSEMBLÉE NATIONALE.

Interpellations sur l'Italie et la Pologne. — Discussion de la Pétition polonaise. — L'Assemblée nationale envahie par le peuple. — Discours des citoyens Blanqui, Raspail, Ledru-Rollin, Lamartine, Garnier-Pagès et Louis Blanc.

Séance du 15 Mai.

PRÉSIDENCE DE M. BUCHEZ.

Nous remarquons aux abords de la chambre un grand déploiement de forces. Des détachements de la garde mobile interceptent le passage du pont de la Concorde.

Une foule immense couvre la place de la Révolution. Tous les abords du palais de l'Assemblée nationale sont occupés par la garde nationale sédentaire.

La séance est ouverte à midi. Lecture est faite du procès-verbal de la séance précédente.

M. LACROIX demande la parole sur le procès-verbal. Il signale, au sujet de la remise de la fête de la République, une contradiction entre la déclaration faite à l'Assemblée nationale samedi dernier, et celle du commandant de la garde nationale, insérée au *Moniteur*.

Cet incident n'a pas de suite. M. le président dépose diverses pétitions sur la Pologne, ainsi que d'autres pétitions de nombreux ouvriers occupés dans les forêts, lesquels demandent du travail dans les ateliers nationaux. Ces dernières pétitions sont renvoyées à la commission chargée de s'occuper de l'amélioration du sort des travailleurs.

La parole reste à M. Bastide, ministre des affaires étrangères.

Le ministre expose brièvement les principes qui dirigeront la conduite de son ministère. Ces principes sont les mêmes que ceux qui ont présidé aux actes de ses prédécesseurs : point d'intervention armée; point de propagande par la force; mais des négociations, et l'influence pacifique de nos principes républicains et humanitaires.

M. D'ARAGON, reproduit les principaux motifs de sa dernière interpellation sur l'Italie; il insiste pour une réponse explicite et claire.

M. LAMARTINE. Je ne viens pas répondre spécialement aux interpellations du citoyen d'Aragon. Aucune de ces interpellations ne restera sans réponse; mais j'attendrai, pour faire cette réponse, pour la faire complète, catégorique, que toutes les interpellations aient été formulées, tant celles sur la Pologne que celles qui concernent l'Italie.

La parole est à M. Wolowski. Au moment où l'honorable représentant commence son discours, les clameurs du dehors arrivent dans l'enceinte de l'Assemblée; un grand nombre de membres entrent et prennent leurs places. L'orateur est interrompu.

De toutes parts : En place ! en place ! Du calme, citoyens ! Que l'orateur continue.

M. WOŁOWSKI. Citoyens, la France ne craint pas la guerre, et c'est pour cela qu'elle doit parler haut et ferme, qu'elle doit dire sans ambages ce qu'elle demande, ce qu'elle désire. Il faut qu'elle témoigne que la puissance républicaine a foi dans la puissance de l'idée.

(Nouvelle interruption.)

Continuez ! continuez !

M. WOŁOWSKI, reprenant. La France doit accomplir une mission de paix et de liberté. C'est cet accomplissement que je lui demande.

Tant que la Pologne a vécu, elle était le bouclier de la civilisation et du christianisme.

Les phrases de l'orateur n'arrivent pas jusqu'à nous.

M. DECOUSÉE, questeur. Citoyens, je vous annonce que, contrairement aux ordres donnés par vos questeurs, le commandant de la garde nationale a donné ordre à la garde mobile de mettre la baïonnette du fusil dans le fourreau.

Tumulte, cris, explosion.

UN MEMBRE. Un grand nombre de citoyens, mus par une bonne intention, ont l'honneur de vous soumettre une pétition qui va vous être remise.

En ce moment, la principale des tribunes publiques est envahie par des hommes du peuple qui agitent leurs chapeaux et crient : *Vive la Pologne !* en agitant des drapeaux.

L'Assemblée nationale proteste contre cette atteinte à la liberté de ses délibérations.

On entend les coups redoublés des crosses de fusils pour enfoncer les portes des tribunes, qui sont successivement envahies par des hommes portant des drapeaux sur lesquels on lit : *Club de la Montagne ! Vive la Pologne !*

Un colloque violent s'engage entre ces hommes et les membres de l'Assemblée les plus rapprochés des tribunes.

Le président agite vainement sa sonnette.

M. BARBÈS monte à la tribune; plusieurs de ses collègues y sont aussi, et paraissent s'opposer à ce qu'il prenne la parole. Le tumulte est à son comble. La tribune des sténographes est assiégée. Ils sont obligés d'un défendre l'entrée. Enfin cette tribune est envahie par une foule compacte. Le travail des sténographes est forcément interrompu. Nous avons vu la dernière séance du 24 février, elle était calme comparée à celle à laquelle aujourd'hui nous assistons. Après une interruption de trois quarts d'heure, M. Louis Blanc monte vers le fauteuil du président; de cette hauteur il domine la salle et la tribune des orateurs. Cette tribune est occupée par des hommes du peuple qui agitent des drapeaux, et par quelques représentants qui cherchent vainement à prendre la parole. L'hémicycle de la salle est entièrement occupé par une foule compacte qui crie et s'agite.

Les membres de l'Assemblée contemplent ce tumulte, assistent froidement à l'envahissement du lieu de leurs séances, et restent immobiles sur leurs bancs. Enfin M. Louis Blanc fait signe qu'il veut parler, et obtient quelques moments de silence.

M. LOUIS BLANC. Citoyens, vous êtes tous les représentants du peuple; mais ce peuple que vous représentez, et dont vous apportez les légitimes demandes, ce peuple est calme autant qu'il est fort. Le calme dans la force, voilà le véritable signe de la puissance. Ecoutez donc en silence, citoyens, la lecture qui va être faite de votre pétition; afin qu'il soit bien établi que l'Assemblée a entendu et compris votre pétition. Le citoyen Raspail va vous en donner lecture.

UN MEMBRE. M. Raspail n'a pas le droit de prendre la parole dans cette enceinte.

Cette observation soulève dans le peuple un nouvel orage qui s'apaise à la voix de M. Raspail.

M. Raspail lit une pétition par laquelle le peuple de Paris demande que le Gouvernement français fasse aux puissances de l'Europe une déclaration solennelle, relativement au rétablissement de la nationalité polonaise.

Les pétitionnaires demandent que le gouvernement français résolve cette question par des négociations et une attitude énergique, et, le cas échéant, par la guerre.

Cette lecture est suivie des innombrables applaudissements partis de l'hémicycle et des tribunes publiques qui sont toutes envahies. Les cris de : Vive la Pologne ! retentissent de toutes parts.

Après un nouvel intervalle de plus d'une demi-heure, M. Blanqui, qui est depuis quelque temps à la tribune, faisant signe qu'il veut parler, parvient enfin à prendre la parole.

M. BLANQUI. Citoyens, le moment est venu où la volonté du peuple, du véritable peuple, de celui qui a fait la révolution, doit être entendue. Le moment est venu pour lui de manifester sa souveraineté qu'on voudrait en vain étouffer ou mettre en oubli.

(Oui ! oui ! Longs applaudissements.)

Vous êtes venus dans cette enceinte pour demander à vos représentants de faire prendre enfin à la nation française un rôle digne d'elle; vous voulez que la France donne la main à la Pologne, son héroïque sœur, cette sœur chérie qui a versé son sang pour nous sur tant de champs de bataille.

Mais en même temps que vous apportez ce vœu, il en est un autre que vous avez le droit de faire entendre à vos représentants. Le temps est venu où le gouvernement établi par le peuple doit fonctionner dans l'intérêt du peuple.

Une réforme politique serait insuffisante; vous voulez aussi une réforme sociale, une réforme efficace et profonde.

Un grand nombre de voix. Oui ! oui ! nous la voulons et nous l'aurons.

M. BLANQUI. Citoyens vous voulez, et vous avez le droit de le vouloir, vous voulez que le peuple vive, que la subsistance lui soit assurée par le travail et que le travail soit garanti à tous !

(Oui ! oui ! c'est cela ! Du travail à tous !)

On nous a répondu quand nous avons au nom du peuple formulé cette demande, que ce sont des manifestations telles que celles d'aujourd'hui qui en portant atteinte au crédit, et en effrayant les capitaux, sont la cause de la crise funeste dans laquelle nous sommes, et on nous conseille d'attendre paisiblement que le crédit et le travail renaissent.

Je reconnais, citoyens, qu'il y a quelque chose de vrai dans ce raisonnement; mais je dis que les mouvements populaires, conséquences et accompagnement obligé d'une grande révolution, ne sont pas la cause principale de la crise que nous subissons. Cette cause, je la

vois dans le peu de sympathies de nos nouveaux gouvernants pour le peuple des barricades ! (Oui ! oui !)

Je la vois dans l'attitude équivoque des hommes que la révolution a mis aux pouvoirs et qui ne sont pas tous pénétrés de la grandeur et du vrai caractère de leur mission. (Applaudissements prolongés.)

Citoyens, il est une autre demande que la manifestation populaire d'aujourd'hui a pour but de formuler; elle est relative aux événements à jamais regrettables dont a été le théâtre, il y a à peine trois semaines, une ville que le chemin de fer rend voisine de Paris.

UNE VOIX. Les massacres de Rouen !

M. BLANQUI. Oui, les massacres de Rouen; le peuple n'a pu voir sans indignation que ces lâches massacres, dirigés par la bourgeoisie contre la portion la plus pure, la plus intéressante du peuple, aient obtenu l'approbation et les éloges d'une portion de cette assemblée. Le peuple demande à l'assemblée nationale et au pouvoir exécutif nommé par elle d'ordonner l'élargissement immédiat des personnes arrêtées à Rouen par suite des événements dont cette ville a été le théâtre.

La voix de l'orateur est couverte par une immense explosion d'applaudissements partis des tribunes et des diverses parties de la salle, que le peuple a envahies.

Après un nouvel intervalle assez long d'agitation et de clameurs, M. Ledru-Rollin paraît à la tribune, et à l'instant un profond silence s'établit.

M. LEDRU-ROLLIN. Citoyens, je commence par vous déclarer que, pour ma part, je trouve justes et légitimes les demandes que le peuple apporte en ce moment dans cette enceinte; seulement je désire qu'il soit bien entendu que je parle ici en mon nom et point au nom de mes collègues. Ce n'est pas comme membre du pouvoir exécutif que je prends la parole, c'est comme simple citoyen, comme représentant du peuple. A ce titre, la pétition du peuple a toutes mes sympathies; je veux qu'il soit donné aide et assistance à nos héroïques frères de Pologne; je veux que la France se lève pour proclamer et assurer la résurrection de la nationalité polonaise.

DE TOUTES PARTS. Vive Ledru-Rollin ! vive la Pologne ! vive l'ami du peuple.

M. LEDRU-ROLLIN. Je ne suis pas le seul dans cette enceinte qui approuve votre pétition, citoyens; l'Assemblée nationale toute entière veut sauver la Pologne; tous, nous sympathisons avec les travailleurs et nous voulons améliorer leur sort.

Mais pour délibérer sur vos demandes, citoyens, il ne faut pas qu'on puisse dire, que par votre présence vous avez pesé sur nos délibérations, que vous avez entaché ses délibérations d'illégalité.

UNE VOIX partie du milieu du groupe qui est au pied de la tribune : Le 24 février, vous avez délibéré en présence du peuple; vous avez en sa présence, et sur son ordre, proclamé la république.

M. LEDRU-ROLLIN. La situation était différente de ce qu'elle est aujourd'hui.

LA VOIX : Il n'y a pas de différence; le peuple est le maître, il est souverain aujourd'hui comme alors. Malheur à qui refusera de lui obéir !

M. LEDRU-ROLLIN. La Chambre du 24 février ne représentait pas le peuple; l'Assemblée nationale le représente.

La voix de l'orateur est couverte par d'innombrables voix qui la dominent. Nous ne pouvons plus saisir les paroles qui s'échangent entre lui et son interlocuteur.

Après avoir encore fait d'inutiles efforts pour reprendre la parole, M. Ledru-Rollin quitte la tribune.

La séance continue, le tumulte est à son comble.

Le président cherche à dominer le tumulte, mais sa sonnette même a perdu toute sa force, et l'on voit qu'il remue la main sans qu'aucun son arrive à nos oreilles. La chambre se remplit de plus en plus d'une foule compacte qui entre par toutes les portes à la fois, et qui descend même des tribunes en se laissant couler le long des piliers qui décorent la salle. Nous renonçons à peindre ce spectacle dont nous sommes témoins, et qu'aucune expression ne saurait convenablement reproduire.

Enfin, au milieu de ce vacarme, M. Barbès, qui depuis longtemps occupe la tribune, parvient à dominer le bruit et demande que l'Assemblée décide immédiatement que la guerre en faveur de la Pologne sera déclarée, et qu'il sera prélevé d'urgence un impôt d'un milliard pour y faire face. Cette proposition est accueillie par des acclamations unanimes du peuple, tandis que les représentants, toujours immobiles sur leurs bancs, gardent un silence profond en présence du tumulte qui les entoure.

De nouvelles propositions succèdent à celles de M. Barbès, mais nous ne pouvons les entendre. La foule devient de plus en plus compacte; la tribune et le bureau sont tellement encombrés, qu'il est à craindre que les

constructions ne fléchissent sous le poids; on croit même remarquer que l'une des tribunes publiques a fait un léger mouvement. Aussitôt l'alerte est donnée, et en un clin d'œil la tribune se trouve évacuée; mais bientôt on s'aperçoit que c'est une panique, et la tribune est bientôt remplie de monde.

Enfin, après une lutte de plus de deux heures, pendant laquelle le désordre va toujours croissant, M. Barbès propose de déclarer que quiconque donnera des ordres pour convoquer la garde nationale et faire battre le rappel sera déclaré traître à la patrie, et de déclarer en outre qu'au nom du peuple, l'Assemblée nationale est dissoute. De nouvelles acclamations accueillent cette proclamation, qui se répète bientôt dans quelques groupes qui stationnent autour du palais. MM. les représentants quittent alors leurs places et se retirent.

De toutes parts : A l'Hôtel-de-Ville ! à l'Hôtel-de-Ville !

La séance est levée à quatre heures et demie au milieu du plus épouvantable tumulte dont nous ayons jamais été témoins.

Reprise de la séance.

Sous la pression de la violence qui lui était faite, l'Assemblée, en entendant proclamer sa dissolution par les insurgés, a quitté la salle et s'est retirée dans ses bureaux.

A cinq heures, la première légion et une compagnie du quatrième bataillon de la dixième légion sont entrés, au pas de charge, dans la salle de l'Assemblée nationale au moment où le citoyen Hubert venait de proclamer la chambre dissoute. En quelques minutes les insurgés étaient tous refoulés au dehors.

Animée du sentiment de son droit et de son devoir, elle a repris sa séance aussitôt que l'élément a eu quitté l'enceinte pour aller installer à l'Hôtel-de-Ville le prétendu gouvernement provisoire.

La commission du gouvernement est en permanence au Luxembourg.

À six heures. Les membres de l'Assemblée nationale rentrent en séance; bientôt après arrivent les citoyens Lamartine et Ledru-Rollin, qui sont salués avec enthousiasme.

À huit heures. Le citoyen Louis Blanc arrive avec peine jusqu'à la chambre. On pousse contre lui des cris menaçants. Un des représentants s'efforce de retenir les mouvements de la foule irritée; il arrive dans la salle des séances suivi de plusieurs ouvriers et de quelques gardes nationaux. Son arrivée occasionne de vives rumeurs parmi l'assemblée déjà bruyante. Il monte à la tribune après M. Garnier-Pagès, et s'efforce de justifier sa conduite en protestant de toutes ses forces contre toute espèce de participation aux excès qui avaient été commis dans cette déplorable journée. Sa voix est bientôt couverte par les cris qui partent de tous les côtés de la salle. Il se trouve forcé de quitter la tribune par les bruits qui s'accroissent de plus en plus.

M. GARNIER-PAGÈS, dans un discours prononcé avec émotion, a dit qu'il fallait une République honnête et respectée, et que le Gouvernement exécutif ne manquerait pas au mandat qui lui avait été confié par l'Assemblée, en réprimant, avec énergie et par les mesures les plus sévères, toute atteinte portée aux droits que les représentants du peuple avaient reçus de la nation. Il a ajouté : « Il faut que nous défendions la véritable fraternité, qui veut l'ordre et le travail. »

Tous les membres de l'Assemblée se lèvent d'un mouvement spontané, en criant : « Vive la République. »

La séance continue.

## ACTES OFFICIELS DU GOUVERNEMENT.

### RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

### PROCLAMATION.

14 Mai 1848.

Citoyens,

La République est fondée sur l'ordre; elle ne peut vivre que par l'ordre.

Avec l'ordre seul vous aurez le travail.

Avec l'ordre seul, la grande question de l'amélioration du sort des travailleurs peut être éclairée et résolue.

Cette vérité, vous l'avez comprise. La France tout en-

tière a applaudi à votre attitude à la fois si résolue et si calme.

Du jour où des manifestations extérieures, résultats inévitables du premier jour d'une révolution, ont cessé, la confiance a commencé à renaître et avec elle le commerce et l'industrie.

Cependant, depuis hier, Paris a revu quelques attroupements qui ont jeté dans les esprits des inquiétudes nouvelles. Paris s'en est étonné, non effrayé.

Citoyens, la République est vivante, le pouvoir est constitué, le peuple tout entier se ment au sein de l'Assemblée nationale. Le droit et la force sont là; ils ne sont pas, ils ne peuvent pas être ailleurs.

Pourquoi donc des attroupements ?

Le droit de réunion, le droit de discussion, le droit de pétition, sont sacrés, ne les compromettez pas par des agitations extérieures et imprudentes qui ne peuvent rien ajouter à leur force.

Citoyens, la tranquillité publique est la garantie du travail, la sauvegarde de tous les intérêts; la commission du pouvoir exécutif, convaincue que toute excitation à des manifestations illégales ou insensées tue le travail et compromet l'existence du peuple, saura maintenir avec vigueur et partout la tranquillité menacée.

La commission, pour l'accomplissement de ce devoir, fait appel à tous les hommes sincèrement républicains; elle compte sur cet excellent esprit de la population parisienne qui a jusqu'ici protégé et protégera encore la révolution aussi bien contre la réaction que contre l'anarchie.

Les membres de la commission du pouvoir exécutif,

ARAGO, GARNIER-PAGÈS, MARIE, LA-MARTINE, LEDRU-ROLLIN.

Le secrétaire,  
PAGNERRE.

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER.

LONDRES. — Voici le relevé que donne la *Gazette de Londres* sur la circulation moyenne des divers établissements de crédit au mois d'avril dernier.

Banque d'Angleterre,	482 millions.
Banques particulières,	96
Banque à fonds-Unis ( <i>re cent stock bank</i> ),	69
Banques d'Irlande,	425
Banques d'Ecosse,	75

Total de la circulation, 845

Voici la moyenne de l'encaisse métallique dans ces mêmes établissements :

Banque d'Angleterre,	555 millions.
Banques d'Irlande,	40
Banques d'Ecosse,	26

Total, 424 millions.

On voit, par cet état, que l'Angleterre s'est rarement trouvée dans une position meilleure, puisque la circulation moyenne n'est que le double de l'encaisse métallique.

BOHEME. — PRAGUE, 8 mai. Le terrorisme des Tscheches a commencé. 500 jeunes fanatiques ont formé un corps équipé et armé comme du temps de Ziska. Ils n'attendent qu'un signal du comité national pour agir. Ils se réunissent dans le musée; il y en a toujours 400 en permanence; ils surveillent tout mouvement allemand et cherchent à le comprimer. Des corps pareils sont organisés à Tavor et à Neuhaus. Dans le pays des Tscheches, on évaluait ces corps à plus de 20,000 hommes.

Ici, on s'opposera, les armes à la main, aux élections pour l'Assemblée nationale allemande.

Les Allemands craignent la guerre des hussites. Il est probable que les élections ne pourront avoir lieu; mais les cercles allemands y procéderont.

Des émissaires tscheches sont partis pour aller influencer toutes les races slaves, même les Wendes, en Saxe.

Le parlement de Bohême se composera de 574 membres, dont 196 des anciens états.

ESPAGNE. — MADRID, Bourse de Madrid du 9 mai. 3 p. 0/0, 21 3/4 papier (après la bourse 21 5/8 argent); 3 p. 0/0, 14 1/4 papier (après la bourse 14 1/2 argent); dette sans intérêt, 5 3/4 papier (après la bourse 5 1/2 argent); coupons, 8 1/2 papier; valés non consolidés, 7; Change : Paris, 4 24 argent; Londres, 41 papier.

— On ne déploie plus d'appareil militaire extraordinaire, mais l'autorité redouble de vigilance. Des visites domiciliaires ont lieu tous les jours. Les principaux chefs de la conspiration du 7 sont encore cachés à Madrid.

Une mesure toute exceptionnelle a été arrêtée. Le conseil des ministres a décidé que le ministre des affaires étrangères donnerait, par écrit, l'ordre à l'autorité civile de Madrid de se transporter dans les hôtels occupés par les ministres de Belgique et de Danemark, afin de les visiter entièrement. Les deux hôtels se communiquent par un jardin. On savait positivement dans le public que, depuis vingt-quatre heures, M. Salamanca était caché dans une de ces deux légations. C'est ce qui a motivé l'adoption de cette grave mesure exceptionnelle.

— Le comte de Vista Hermosa, chef politique de Madrid, a visité avec soin les deux hôtels, et il s'est retiré sans avoir trouvé aucun personnage suspect. M. Salamanca n'a cependant pas quitté Madrid. On s'attend à des réclamations de la part des ministres des deux légations.

— Une conspiration a été découverte à Alicante; elle avait pour but de s'emparer de la forteresse.

— Voici les noms des malheureux bourgeois qui ont été passés par les armes. Don Lorenzo-Joaquin Garcia, don Atanasio Rubro, don Eusebio Mazanedo, don Miguel Espiga, et don Marcelino Lopez, ce dernier sous-lieutenant en disponibilité. (*La España*.)

— Parmi ceux qui ont péri dans la matinée du 7, on compte don Domingo Velo, ancien député aux cortès, don Joaquin Dominguez, auteur d'un dictionnaire français-espagnol, et deux frères italiens, fils, d'après ce qu'on nous assure, de M. Pasca, ancien consul. On dit aussi que don Miguel Ortiz, ancien directeur de l'*Espectador*, a succombé. (*Clamor publico*.)

ITALIE. — MILAN, 8 mai. — Ministère de la guerre (bulletin du jour). — Le 8, à Trévise, le général Ferrari devait avoir réuni 7,500 hommes; si l'on joint à ces forces les corps francs sous les ordres de Marmora et les troupes régulières pontificales sous les ordres de Durando, on a une armée de 18,000 hommes, qui se concentre à Montebelluna et Trévise pour défendre le passage della Piave et reprendre l'offensive. La cavalerie et l'infanterie napolitaines sont attendues. Il Cadore a résisté vigoureusement pendant cinq heures aux Autrichiens, qui ont fini par être repoussés jusqu'à Acquabona, au delà de la frontière du Tyrol.

Bellune a cédé, et la ville a été occupée par les Autrichiens. Le général Antonini, arrivé le 6 à Paloue avec la légion italienne que le gouvernement lombard envoie au secours des provinces vénitiennes, est parti pour Feltre après avoir appris cette nouvelle. Nugent commande dans le Frioul à 15,000 hommes environ; mais il n'a que 4,000 hommes de troupes régulières; le reste est un ramassis de gens de toute espèce. La partie supérieure du Frioul, appelée la Carnia, défend toujours le drapeau tricolore.

Dans l'affaire de Saint-Sylvestre, près Mantoue, l'ennemi a eu 25 hommes tués et 20 blessés. A Curtatone, dans le même voisinage, la mitraille des Toscans a tué 50 hommes aux Autrichiens. Dans l'affaire de Saint-Sylvestre, le stratagème des Autrichiens ne leur a pas servi beaucoup. Ils avaient pris des cocardes [aux trois couleurs, en criant : *Vive l'Italie!* se faisant précéder par des hommes de la campagne, qui les annonçaient comme volontaires de Florence, afin de tromper les Napolitains récemment arrivés. Le stratagème n'a pas réussi.

Le sénat et conseil de Rome, dans sa séance extraordinaire du 5 mai, a arrêté un projet d'adresse au saint-père. « Nous ne vous demandons pas, est-il dit dans cette adresse, à vous, nonce de la paix, de provoquer à la guerre le peuple romain; mais nous vous prions seulement de ne pas nous empêcher de pourvoir à la guerre par l'intermédiaire de ceux à qui vous voudrez confier la direction des affaires temporelles. Nous ne vous demandons pas de faire taire l'inspiration de votre cœur, ni de renoncer à l'horreur que doit avoir un prêtre pour une guerre entre croyants; mais, seulement, veuillez pourvoir à la tranquillité de l'Italie tout entière et éloigner tout soupçon que votre jugement solennel ait proclamé injuste la guerre de tous les Italiens pour le salut de la patrie commune. Saint-père, proclamez la justice et le droit de l'Italie entière à revendiquer son indépendance et sa nationalité. Cette parole suffira pour calmer les esprits, et empêcher l'interprétation que l'étranger donnerait à votre manière de voir sur notre cause. Nous vous serons reconnaissants si, dans la mansuétude de votre cœur, et sans suspendre les opérations militaires, vous réussissez, par des conseils pacifiques, à terminer la question sur la base d'un complet éloignement des Autrichiens et de l'indépendance et de la nationalité de l'Italie. Nous vous serons reconnaissants de présider une diète d'Italiens, pour régler la marche intérieure. Nous bénirons constamment le nom du grand pontife qui

aura béni et sauvé la patrie commune. Les vœux, saint père, vous prouveront que nous n'attendons que de vous seul notre bonheur, et implorons pour nous, pour les milices citoyennes et pour la ville, votre bénédiction apostolique. » Le cardinal Ciacchi entre décidément au ministère. Le cardinal Orioli n'était chargé du portefeuille que par intérim. (*Gazette de Milan*.)

— On écrit de Somma-Campagna, 8 mai : Dans les diverses affaires qui ont eu lieu le 6 mai sous Vérone, il y a eu 659 blessés. Les corps qui ont le plus souffert sont : la brigade des gardes (grenadiers et chasseurs), la brigade Aosta, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> régiments (ce corps compte 205 blessés); la brigade de Savoie et la brigade de Savone et de Parme. La majeure partie des blessures sont à la jambe et légères (le nombre des morts a été de 93). La majeure partie des hommes tués appartient aux brigades Aosta, des gardes et de Savoie. Le colonel Caccia, du 5<sup>e</sup> régiment, a succombé à sa blessure. Le marquis del Carretto, lieutenant d'artillerie; le marquis Colli, *idem*, ont été tués, ainsi que le chevalier Bulbis, aide de camp du général Sommariva. Il a été fait prisonniers 80 soldats et 2 officiers allemands ou croates. La première ligne de nos troupes continue de s'étendre du Pô à l'Adige, passant autour de Mantoue, Goito, Villafraanca, Somma-Campagna, Sona, Sa Gustina, Pastrengo. L'ennemi n'ose pas se hasarder au-delà de la portée du canon de ses forts. Les sapeurs du génie commencent à travailler contre Peschiera. Les troupes napolitaines, deux bataillons du 10<sup>e</sup> régiment, protègent l'important passage du Mincio à Goito, et rallient nos troupes aux Toscans. 12,000 hommes vont bientôt les rejoindre, après avoir triomphé de toutes les difficultés diplomatiques qui s'opposent à leur passage à travers les Etats pontificaux. Les troupes toscanes, sous les ordres du général d'Arco Ferrari, au nombre de 4,000 hommes, entourent Mantoue, sur la droite du Mincio. (*Il Risorgimento*.)

— La *Gazette piémontaise* du 9 mai publie, d'après l'*Epoca* de Rome du 5 mai, la composition suivante du ministère romain : cardinal Ciacchi, président du conseil des ministres, ministre des affaires ecclésiastiques, *ad interim* jusqu'à l'arrivée du cardinal Orioli, le comte G. Marchetti, affaires étrangères secrétaires; comte Terenzio Mamiani, intérieur; prince Doria Panfili, guerre; l'avocat Limoli, finances; grâce et justice, l'avocat Susquoli Rossi; commerce et travaux publics, duc de Rignano; police, l'avocat Galetti.

— La canonade du littoral de Venise a fait éloigner une frégate et un bateau à vapeur du Lloyd, monté par des Autrichiens qui avaient fait mine de vouloir approcher. (*Idem*.)

NORVÈGE. CHRISTIANA, 1<sup>er</sup> avril. — Aujourd'hui il y a eu à la Bourse une réunion nombreuse sous la présidence de M. Lange, archiviste du royaume; plusieurs résolutions ont été adoptées dans l'intérêt du Danemark.

L'Assemblée considère le duché de Schleswig comme faisant partie intégrante du Danemark, et son opinion est que la diète germanique ne peut exiger l'incorporation du Schleswig dans la confédération. La Norvège ne peut rester spectatrice impassible d'un pareil empiètement. La nationalité de la Norvège et de la Suède est attaquée par la prétention de l'Allemagne sur le Schleswig. Ainsi le peuple norvégien ne peut se dispenser de partager les efforts et les sacrifices que le moment actuel exige. Ces résolutions seront communiquées au roi et au storting. Un comité a été nommé pour agir dans tout le pays, conformément aux résolutions ci-dessus analysées. On pense que le ministère norvégien donnera sa démission. (*Correspondant de Hambourg*.)

PRUSSE. BERLIN, 12 mai. — Il résulte des rapports des généraux de Pfuel et de Colomb, du 9 mai, que le 8 le corps principal des insurgés s'empara de nouveau de Miloslaw; le général Wedel arriva à Wreschen et écrivit le soir que le chef des insurgés de Brzezawski (ce qui prouve que Mieroslawski ne commande plus) lui avait proposé de déposer les armes près de Schroder, et qu'il se rendrait dans cette ville pour y signer une capitulation. Aujourd'hui, le général de Pfuel a ordonné au général Wedel de n'accorder aucun armistice aux Polonais et de ne signer une capitulation que sous les conditions suivantes : 1<sup>re</sup> déposition des armes; 2<sup>e</sup> les émigrés et étrangers du royaume de Pologne, Gallicie, Cracovie, etc., y compris les chefs, seront conduits dans un dépôt entre l'Elbe et le Weser, et ceux qui le désirent recevront des passe-ports pour la France; 3<sup>e</sup> les Polonais du grand-duché de Posen seront divisés par cercles et conduits sous escorte, pour leur propre sûreté, auprès de leurs préfets qui les congédieront; 4<sup>e</sup> les hom-

mes de la landwehr et les déserteurs qui ont combattu dans les rangs des insurgés seront mis dans une section particulière et conduits à Posen, où ils seront recommandés à la grâce particulière de S. M. le roi; 5° sécurité publique et individuelle à tous ceux qui ont déposé les armes. (*Indicateur politique prussien.*)

— Il paraît que c'est cette correspondance entre le général de Pfuel et le général Wedel qui a donné lieu à la nouvelle insérée, il y a quelques jours, dans la *Gazette de Cologne*, que les insurgés avaient déposé les armes et que la guerre pouvait être considérée comme terminée.

SCHLESWIC. KOLDING, 8 mai, six heures du soir.

— Nous recevons à l'instant même la nouvelle positive que, ce matin, depuis sept heures jusqu'à midi, les Danois ont bombardé Frédéricia avec 24 vaisseaux armés, et que le feu a pris en deux endroits de la ville. L'artillerie prussienne a répondu vigoureusement avec 8 pièces de canon et a coulé trois chaloupes canonnières. (*Boersenhalle.*)

SUEDE. — Des lettres de Stockholm, en date du 4 mai, annoncent qu'un corps d'observation considérable prendra position dans la Scanie; mais que le gouvernement n'en a pas moins résolu d'observer la plus stricte neutralité. (*Gazette universelle allemande.*)

— On annonce dans plusieurs journaux de l'Allemagne l'arrivée de l'empereur de Russie à Varsovie.

TURQUIE. — L'influence russe vient, assure-t-on, de l'emporter complètement à Constantinople.

Des nouvelles de Marseille, en date du 12 mai, annoncent que Reschid-Pacha aurait été contraint de se démettre de ses fonctions de grand-visir pour les céder à Halil-Pacha, dévoué corps et âme à la Russie. Une lutte ouverte d'influence au sérail, entre le sérasquier Saïd-Pacha et Reschid-Pacha, s'est terminée à l'avantage de Saïd, qui, ayant triomphé, a appelé l'ami de la Russie au pouvoir.

— Des lettres de Gènes annoncent qu'au moment du départ du *Lombardo*, on venait de recevoir de Brescia la nouvelle qu'une bataille sanglante avait eu lieu sous Véronne, dans laquelle les Autrichiens auraient essuyé des pertes qui s'élèvent à 6,000 hommes, tant morts que blessés et prisonniers. Les Piémontais auraient aussi perdu environ 1,500 hommes; mais ils s'étaient emparés du fort San Giorgio et de la porte Santa Maria, de Vérone.

Le club Blanqui a offert, depuis quelques jours, une particularité remarquable: c'est que M. Blanqui lui-même s'est trouvé dépassé par une partie de ses adhérents. Un des orateurs a demandé que le peuple en vint immédiatement à l'action. Il veut que le peuple aille présenter à l'Assemblée nationale son ultimatum sur certaines questions, et qu'il en réclame un oui ou un non.

C'est tout au plus s'il veut qu'on lui accorde dix jours pour délibérer avant de rendre la réponse; mais le président du Club, M. Blanqui lui-même, a pris deux jours de suite la parole contre cet orateur, en déclarant qu'il serait imprudent de brusquer ainsi les choses; que les masses des ouvriers n'ont pas encore de principes arrêtés, et qu'en voulant aller si vite, on risquerait de tout compromettre.

On a cru un moment, hier soir, qu'une scène violente allait éclater, parce qu'un individu est venu soutenir les idées de M. Blanqui, et qu'il a demandé si le premier des orateurs ne jouait pas le rôle d'un agent provocateur.

Les questeurs de l'Assemblée nationale, attendu le retard de la fête de la Fraternité, qui amènera la prolongation de séjour à Paris des députés des départements, croient devoir réserver la moitié des tribunes publiques aux députations départementales jusqu'au 21 mai courant.

En conséquence, MM. les représentants sont priés de faire connaître au bureau de la questure les députations arrivées.

MM. les représentants sont prévenus que les inscriptions sur les registres des divers comités seront reçues demain lundi, à partir de dix heures du matin, dans le local du 15<sup>e</sup> bureau.

M. Ballot a été nommé président, et M. Demarçay secrétaire de la commission de comptabilité.

#### Questure de l'Assemblée nationale.

L'ancien 5<sup>e</sup> bureau, composé des représentants des départements du Calvados, du Cantal, de la Charente, de la Charente-Inférieure, du Cher et de la Corrèze, se réunira lundi 15 mai, à onze heures, pour l'examen des élections de la Corse.

— L'ancien 7<sup>e</sup> bureau, composé des représentants des départements de l'Hérault, d'Ille-et-Vilaine, d'Indre, d'Indre-et-Loire et de l'Isère, est convoqué pour le lundi 15 mai, à onze heures, pour l'examen des élections du département des Landes.

### BULLETIN DES DÉPARTEMENTS.

— On lit dans la *Gazette de Lyon*, du 14 :

Les affaires en soies qui, depuis la République, semblaient dormir d'un sommeil de mort, paraissent revenir de leur long assoupissement. Aux commissions d'écharpes et de drapeaux données par le Gouvernement, sont venus s'ajouter ces jours-ci quelques achats de matière première et d'étoffes pour l'Angleterre et les Etats-Unis. Le fabricant, de son côté, tout écrasé qu'il est par les sacrifices que lui ont imposés les circonstances, fait de généreux efforts pour entretenir le plus de métiers qu'il peut; et si la confiance pouvait enfin renaître dans les esprits, notre marché ne tarderait pas à changer de face.

On dit que des émissaires venus de Paris, dans le but de faire naître quelque collision à Lyon, ont parcouru les chantiers, disant là que les ouvriers seraient des lâches s'ils laissaient abattre le *cheval de bronze*; et, d'ailleurs, qu'il y aurait lâcheté de la part d'hommes libres de laisser subsister sur la place Bellecour la statue d'un *despote*. On dit qu'ils se rendent fréquemment dans un club de la Rotonde, et qu'ils y font les motions les plus violentes.

— Le *Mémorial de Rouen* nous donne des nouvelles sur l'instruction qui se poursuit dans cette ville :

« Dans la matinée d'hier, on a arrêté et déposé à la prison municipale le nommé Pierre-Auguste Leloup, âgé de trente-trois ans, né à Rouen, demeurant rue du Ruisseau, n° 47, qui était l'objet de recherches depuis plusieurs jours. Cet individu, piqueur aux ateliers nationaux, s'était enfui, emportant un sac d'argent qui lui avait été confié pour le paiement des employés de sa brigade, et l'avait dissipé en orgies.

« Dans l'après-midi, on a également arrêté le nommé Pierre-Louis Chéron, réclusionnaire libéré, faisant profession de vivre de délits forestiers, et redouté de tous les gardes. Cet homme est inculpé d'avoir désarmé M. Ocelli fils, artilleur, demeurant rue Saint-Vivien, dans la journée du 28 avril dernier; il a été parfaitement reconnu. »

— Une vive agitation règne toujours à Rouen. On annonce de cette ville que des proclamations incendiaires y ont été placardées aux abords des ateliers nationaux, et que les clubs anarchiques de Paris y ont envoyé une quinzaine de députés. On a arrêté un individu qui a été surpris distribuant le pamphlet Blanqui, ou se trouvent signalées les *tueries* de Rouen.

— On lit dans le *Glaneur* (de Chartres) du 14 :

Mercredi dernier, vers six heures et demie du soir, quelques ouvriers du chemin de fer, au nombre de 40 ou 50, sont allés aux chantiers de MM. Dumars, Alban et Lemarié, faubourg Bonneval et aux Petits-Blés, pour obliger les ouvriers de ces chantiers à ne plus travailler douze heures ainsi qu'ils le font, et à se conformer au décret qui prescrit de ne travailler que onze heures.

Prévenu de ces intentions, M. le commissaire de police s'est rendu sur les lieux, jeudi, vers dix heures du soir, avec ses agents. Les ouvriers des chantiers ont dit qu'ils travaillaient à l'heure, non à la journée, et qu'ils avaient le droit de travailler une heure de plus si cela leur convenait. Personne, au surplus, n'est venu ce soir aux chantiers; tout est resté tranquille.

#### Paris.

### NOUVELLES DIVERSES.

Ce matin, les députés des départements se sont réunis au Palais-National, vivement émus par l'ajournement inattendu de la fête à laquelle le gouvernement les avait conviés.

Une députation fut envoyée à M. le ministre de l'intérieur, pour demander que la fête eût lieu mardi prochain au plus tard.

A cette demande, M. Recurt prononça une réponse formelle pour trois heures de l'après-midi, en invitant les députés à venir la recevoir sur la place Vendôme.

A 3 heures, les députés se trouvaient réunis, avec les drapeaux de leurs départements, au rendez-vous désigné. Ils attendirent pendant une heure entière l'exécution de la promesse qui leur avait été faite.

Vers 4 heures 1/4, un grand mécontentement commença à se manifester; on demanda à grands cris les ministres, et principalement M. Crémieux, devant l'hôtel duquel stationnaient les groupes les plus impatients.

M. Crémieux fit répondre qu'il était souffrant, ce qui l'empêchait de se rendre à la demande des députés, et de leur donner en personne des explications.

Cette réponse, loin de satisfaire les groupes, ne fit que les irriter, et quelques personnes parurent vouloir pénétrer de force dans l'intérieur du ministère de la justice. Enfin, à quatre heures et demie, deux ministres, MM. Flocon et Recurt, arrivèrent successivement. M. Flocon essaya de persuader à MM. les députés que la fête avait été ajournée non par le Gouvernement, mais par l'Assemblée nationale. Cette erreur fut immédiatement relevée comme elle devait l'être par les députés et par des membres de l'Assemblée qui les accompagnaient, et M. le ministre de l'agriculture et du commerce, à bout de bonnes raisons, s'étant avisé de dire à un député que c'était un mauvais citoyen, cette expression extra-parlementaire a failli changer la discussion en violences.

M. Recurt, venu après M. Flocon, donna à entendre que de graves motifs de sécurité publique pourraient bien entraîner un ajournement indéfini de la fête. Il ajoute que les députés avaient bien mérité de la patrie, en se rendant avec tant d'empressement à Paris, et qu'en compensation de la fête, le Gouvernement leur offrait un spectacle gratis au Théâtre de la République, de la Nation ou de l'Hippodrome, à leur choix.

La motion de M. Recurt n'a pas eu le moindre succès. Elle fut étouffée par les cris, les huées et les trépignements. M. Recurt, qui était monté sur une chaise dans la cour du ministère de la justice, s'échappa, et sa place fut de nouveau occupée par M. Flocon, qui ne fut pas plus heureux dans son second discours que dans le premier.

Les députés déclarèrent successivement aux deux ministres qu'ils retourneraient dans leurs départements.

Pendant que ceci se passait place Vendôme, une partie des députés s'était rendue à l'Elysée-National, où réside une partie de la commission exécutive.

Aucun membre de la commission ne s'y trouvait; l'Elysée était complètement désert. Un officier de la garde républicaine fut envoyé au ministère des affaires étrangères avec une lettre pour M. de Lamartine.

Après une heure et demie d'attente, M. de Lamartine fit dire aux députés qu'il était fatigué, mais que cependant il se ferait un plaisir de les recevoir au ministère. Fatigués et lassés eux-mêmes d'une attente si longue et de tant de marches et contre-marches inutiles, les députés déchirèrent leurs bannières et passèrent devant l'hôtel des Capucines sans y entrer.

On assure que tous les députés se réunissent de nouveau demain au Palais-National, à la Rotonde.

— On annonce que la même manifestation que celle faite à Paris a eu lieu à Lille.

Le citoyen Antony Thouret, qui avait si bien rempli ses fonctions de commissaire du Gouvernement pour cette ville, y aurait été envoyé immédiatement.

### BOURSE DE PARIS. — 15 MAI 1848.

Le 3 p. 0/0, ouvert à 44 75, a fait 45 au plus haut et a fermé à 44.

Le 5 p. 0/0, ouvert à 66, a fait 67 au plus haut et a fermé à 66 50.

Bons du Trésor, 55.

Actions de la Banque, 1,500, 1,275, 1,260, 1,275, 1,280, 1,285, 1,290, 1,295, 1,285, 1,280, 1,270, 1,250, 1,260, 1,280.

Versailles (rive droite), 415. — Versailles (rive gauche), 400. — Paris à Orléans, 380. — Rouen au Havre, 185. — Marseille à Avignon, 195. — Strasbourg à Bâle, 80. — Orléans à Vierzon, 240. — Nord, 500. — Paris à Strasbourg, 548 75. — Tours à Nantes, 551 25.